



Rapport de l'atelier de Capitalisation de la réponse aux inondations au Tchad
Organisé par : ministère de l'Action Sociale, de la Solidarité et des Affaires Humanitaires
Lieu : Hôtel La Résidence - N'Djamena
Date : 06 et 7 février 2025



Tenu les 06 et 07 février 2025, l'atelier de Capitalisation de la Réponse aux Inondations de 2024 au Tchad a réuni les représentants des ministères et institutions de l'Etat, des agences du système des nations Unies, des ONG nationales et internationales soit environ 80 participants. Voir la liste des participants joints en annexe du présent rapport. L'objectif de l'atelier était de capitaliser les leçons apprises dans le cadre de la réponse apportée aux inondations de 2024, en identifiant les bonnes pratiques, les défis rencontrés et en formulant des recommandations pour améliorer la gestion des catastrophes au Tchad.

De façon spécifique, il s'est agi de :

- **Évaluer les réponses apportées aux victimes** : Faire un bilan des interventions menées par le gouvernement, les ONG, les autorités locales et les partenaires.
- **Identifier et partager les bonnes pratiques** : Analyser les actions efficaces et reproductibles qui ont contribué à atténuer les impacts des inondations.
- **Tirer des leçons** : Identifier les erreurs ou défis rencontrés afin de renforcer la préparation aux futures crises.
- **Renforcer la collaboration** : Promouvoir la coopération entre les différents acteurs et renforcer les mécanismes de coordination.
- **Proposer des recommandations** : Élaborer des pistes d'amélioration pour une gestion plus rapide et efficace des catastrophes futures.
- **Développer un plan d'action** : Élaborer un plan d'action sur la base des leçons apprises pour mieux préparer et répondre aux inondations futures

L'atelier était articulé autour de deux points essentiels, de la cérémonie d'ouverture, et des travaux de l'atelier qui ont consisté en des présentations et des travaux en groupe suivi de la restitution desdits travaux. Par ailleurs des témoignages des communautés affectées, et partage d'expérience ou leçons apprises des partenaires dans le cadre de la gestion des inondations ont été observés.

Les principales conclusions et/ ou formulation des recommandations de l'atelier, et la synthèse de l'enquête sur les perceptions auprès des différentes parties prenantes, y compris les communautés affectées pour garantir l'inclusion, sont également annexées. Et les résultats de ces différents travaux guideront les réflexions pour l'élaboration de la feuille de route et de révision des référentiels en matière de prévention et de gestion des inondations au Tchad.

Ainsi, une proposition de comité de suivi des recommandations et d'élaboration de la feuille de route pour la gestion et la prévention des inondations sera mis en place.

I. De la cérémonie d'ouverture

La cérémonie d'ouverture était ponctuée par l'allocution du Coordonnateur Humanitaire, Coordonnateur Résident et le discours du Secrétaire Général du ministère en charge des affaires humanitaires. Les deux interventions ont été suivies d'une projection de film montrant quelques réponses apportées par le Gouvernement et les partenaires aux populations affectées à N'Djamena et dans les provinces.

D'emblée dans leurs allocutions, il est mis en exergue l'impact des inondations sur les populations, leurs moyens de subsistance, la destruction de biens matériels. Aussi, il est fait mention de la conjugaison des efforts à tous les niveaux dans la mobilisation des ressources,

gage d'un élan affirmé de solidarité de la communauté humanitaire a permis d'apporter de façon conjointe et efficace l'aide aux populations affectées à N'Djamena et dans les provinces.

Le court-métrage projeté atteste de la satisfaction des populations affectées de l'aide qui leur a été apportée.

II. Des travaux de l'atelier

Les travaux de l'atelier à proprement dit étaient axés autour des présentations, du partage d'expérience et des travaux en groupe suivi de leur restitution le deuxième jour.

A. Des présentations à l'atelier

1. Du suivi de la mise en œuvre des recommandations formulées à l'atelier sur le retour d'expériences de la réponse aux inondations de 2022

Les recommandations formulées dans le cadre de la gestion des inondations en 2022 étaient réparties en deux axes. D'une part, celles portant sur la préparation et réponse aux urgences et d'autre part celles relatives à la coordination et gestion d'inondations

Pour ce qui est du premier axe, 8 recommandations avaient été formulées dont 3 ne sont pas réalisées. Il s'agit de :

- Mettre en place et rendre fonctionnel les mécanismes d'alertes précoces sur les inondations (numéro vert)
- Poursuivre l'exercice d'identification des potentiels sites avec les structures étatiques dans les provinces
- Prévoir une ligne budgétaire essentiellement dédiée aux inondations Toutefois il existe un fond de solidarité national aux personnes vulnérables qui permet de parer aux besoins des personnes affectées en cas d'inondations. Ce fond mérité d'être renforcé.

Pour ce qui est de la Coordination et gestion d'inondations sur 7 recommandations formulées, 3 ne sont pas réalisées. Il s'agit de :

- Renforcer l'approche holistique et intégrée dans la gestion de catastrophes (élaborer un plan de contingence multirisque)
- Elaborer les stratégies de sortie à la réponse selon le contexte
- Consigner les potentiels sites identifiés par acte administratif et légal pour garantir l'occupation des espaces en cas d'occurrence d'une crise

Des échanges, les participants ont convenu de la mise en place d'un comité chargé du suivi des recommandations formulées.

Point d'action : Mettre en place un comité pluridisciplinaire chargé du suivi des recommandations formulées. MASSAH

2. Réponse aux inondations de 2024 (assistance, gestion de l'information, gestion des sites, défis, mécanismes de coordination, leçons apprises, etc.)

Présentation sur le bilan de la réponse par la Direction de la Solidarité Nationale (Ministère du Genre et de la Solidarité Nationale) et les coordonnateurs des clusters

Les inondations en 2024 ont durement impacté le Tchad. Les derniers chiffres, validés en octobre 2024 par les autorités compétentes, font état de :

- **1 941 869 personnes sinistrés,**
- **342 471 ménages sinistrés,**
- **432 203 hectares de champs détruits,**
- **72 170 têtes de bétail décimées,**
- **217 779 maisons détruites,**
- **119 départements sur 125 touchées, soit une affectation de toutes les provinces.**

Les trois provinces les plus impactées en termes de populations affectées sont **le Lac, le Mandoul et le Moyen Chari**, tel que précisé par les prévisions météorologiques de l'ANAM.

Le tableau 1 ci-dessous présente la répartition des population touchées par province.

L'assistance apportée par le ministère avec l'appui de ses partenaires, a consisté en des apports en vivres et non vivres dans toutes les provinces du pays et a concerné 302 737 ménages. L'assistance multisectorielle est également détaillée dans le tableau 3 ci-dessous.

Tableau 1 : Consolidé des personnes affectés par provinces

Province	Nbre de ménages	Nbre de personnes
LAC	35 267	277 409
MANDOUL	45 536	267 408
MOYEN CHARI	37 925	245 531
TANDJILE	45 307	226 535
MAYO KEBBI EST	36 373	218 238
BATHA	29 202	172 750
SALAMAT	21 286	99 670
N'DJAMENA	11 357	61 375
SILA	11 440	56 209
LOGONE ORIENTAL	9 817	55 337
BORKOU	10 402	43 583
GUERA	5 653	33 918
ENNEDI EST	14 305	32 279
MAYO KEBBI OUEST	7 141	30 313
LOGONE OCCIDENTAL	4 153	24 760
KANEM	3 471	19 200
HADJER LAMIS	3 336	18 737
OUADDAI	2 649	18 537
WADI FIRA	3 599	17 024
BARH EL GAZEL	2 299	11 496
ENNEDI OUEST	1 399	8 394
CHARI BAGUIRMI	468	2 691

TIBESTI	86	475
Total général	342 471	1 941 869

Tableau 2 : Consolidé des ménages assistés par le MASSAH

N°	Provinces	Quantités	Ménages
1	TANDJILE	1 500	1 500
2	MAYO KEBBI EST	2 100	2 100
3	MANDOUL	1 500	1 500
4	SILA	1 500	1 500
5	N'DJAMENA	135 597	135 597
6	LOG ORRIENTAL	1 500	1 500
7	WADI FIRA	1 500	1 500
8	LAC	7 000	7 000
9	LOG OCCIDENTAL	1 500	1 500
10	GUERA	1 500	1 500
11	MOYEN CHARI	1 500	1 500
12	OUADDAI	1 500	1 500
13	SALAMAT	1 500	1 500
14	KANEM	130 540	130 540
15	ENNEDI EST	1 500	1 500
16	HADJER LAMIS	2 000	2 000
17	BATHA	1 500	1 500
18	BARH EL GAZEL	1 500	1 500
19	ENNEDI OUEST	1 500	1 500
20	MAYO KEBBI OUEST	1 500	1 500
21	BORKOU	1 500	1 500
22	CHARI BAGUIRMI	1 500	1 500
23	TIBESTI	ASSISTANCE EN NUMERAIRE	
TOTAL		302 737	302 737

Tableau 3 Consolidé de la réponse par secteur

Secteurs	Principales réalisations	Zones d'intervention	Partenaires de mise en œuvre	Sources de financement
Abris AME	2506 ménages assistés en abris et 10 940 ménages en NFI	Chari Barguimi, Lac, MKE, Manadoul, NDJ	PNUD(ADES)CRT,NFI, UNICEF,CAIDEL, ONU femme, HCR	CERF RR, CERF AA, BHA, ECHO
CCCM	8581 ménages (30263 individus enregistrés	NDJ Chari Barguimi, Lac,	APSELPA, CRT, CNARR, OIM, HCR, PAM, UNICEF	CERF RR, CERF AA, BHA, ECHO
Education	Distribution de matériels scolaires 1 365 élèves (711 filles) à NDJ, 4 006 élèves dans le Lac et a 6 411 élèves dans le Mayokebbi Est	NDJ, MKE, Lac	UNICEF	
Nutrition	Traitement d'urgence de 2 837 enfants de moins de 5 ans souffrant de MAS Prépositionnement de 4 304 cartons d'ATPE , Dépistage de 1 557 enfants de 6-59 mois , 5 542 mères d'enfants sensibilisé , Mise en place de 3 tentes pour activités nutritionnelles	N'Djamena (Basilic, Milezi), Chari Baguirmi (Kournari), Lac, Sila, MKE	CRT, IRC, CONCERN, ARSENAL, MSF ALIMA/AS, PUI, MSF, RHDI	DG ECHO MSF ASDI UNICEF ARSENA CONCERN, PAM
protection	78 244 personnes assistées en protections, Offre de service à 27 289 enfants y compris les enfants vivants avec un handicap, Offre de services aux survivants de VBG à Offre de services aux survivants de VBG à 130 766	NDJ, Lac, MKE	UNFPA,OXFAM ,ASTEB EF,AFJT,CISMS,HCR,C RT,CIAUD INTERSOS , UNICEF,CAIDEL,APMF T	CERF GFFO
Santé	42,722 Consultations en SSP, 35,963 Enfants vaccinés, 23,633 CPN, 4,033 Consultations en trauma, 342 Accouchement assistés, 72,062 personnes sensibilisées, 7,665 kits d'hygiène et NFI distribués, 1,970 Moustiquaires distribuées, 74 agents de santé déployés	MKE, Lac, NDJ, Chari Baguirmi, Mandoul,	OMS, MSF Suisse, MSF Waca, MSF Hollande, UNFPA, World Relief, PU, Alima / Alerte santé, UNICEF, ARSENAL, MSF France, CRT, CRF	OMS, Star Funds, UNICEF, CERF, DG-ECHO, PU, MSF Suisse, MSF France, MSF Hollande, World Relief, UNFPA, ALIMA/ALERTE SANTE, MSF WACA, ARSENAL

Sécurité alimentaire	71 600 de personnes assistées dont 15K en appui au moyen d'existence et 56,1 en assistance alimentaire, Réhabilitation et construction de diguettes long de 9 780 mètres Distribution des cash conditionnels à 4 563 personnes Mise en place de 60 sentinelles d'observation et de suivi des crues	NDJ, Sila, Kanem	PAM, CRT, FAO, WVI, SI, OXFAM, FLM, ACHUDE, OPET,	CERF
-----------------------------	--	------------------	---	------

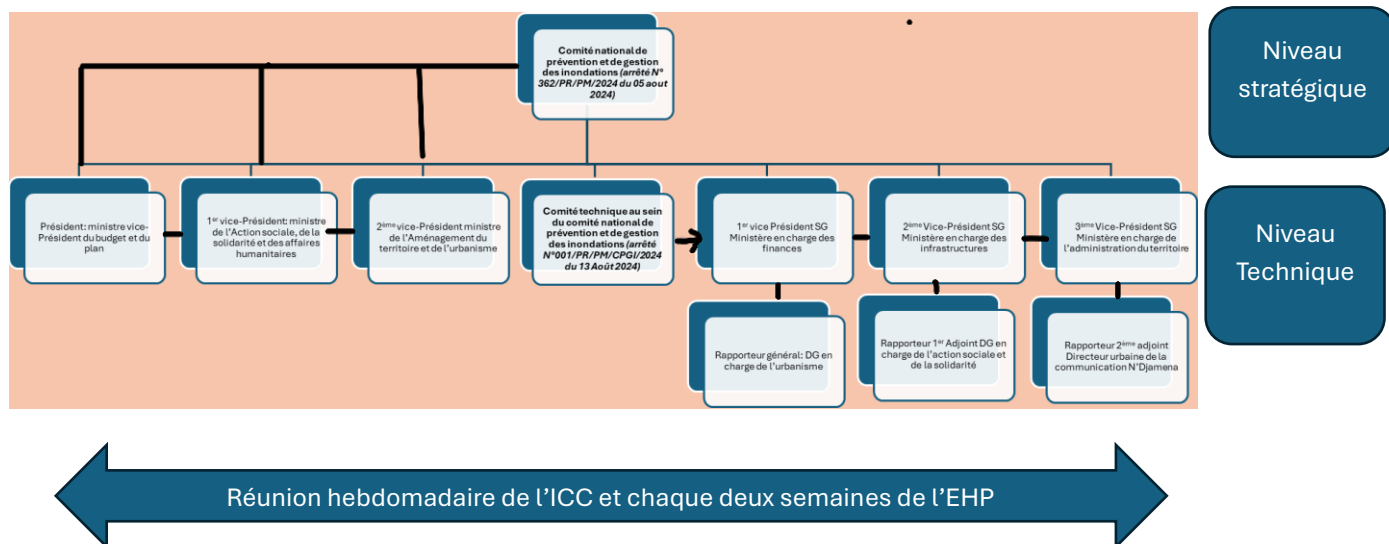
Des témoignages et partage d'expérience

Les représentants des communautés affectées des provinces ont remercié les aides apportées car elles ont contribué à soulager leurs souffrances durant les inondations. Toutefois, elles plaident pour une assistance en moyen de subsistance car ayant tout perdu. Aussi, plaide-t-elle pour une assistance d'urgence des populations du Lac qui continue de subir les conséquences de ces aléas climatiques

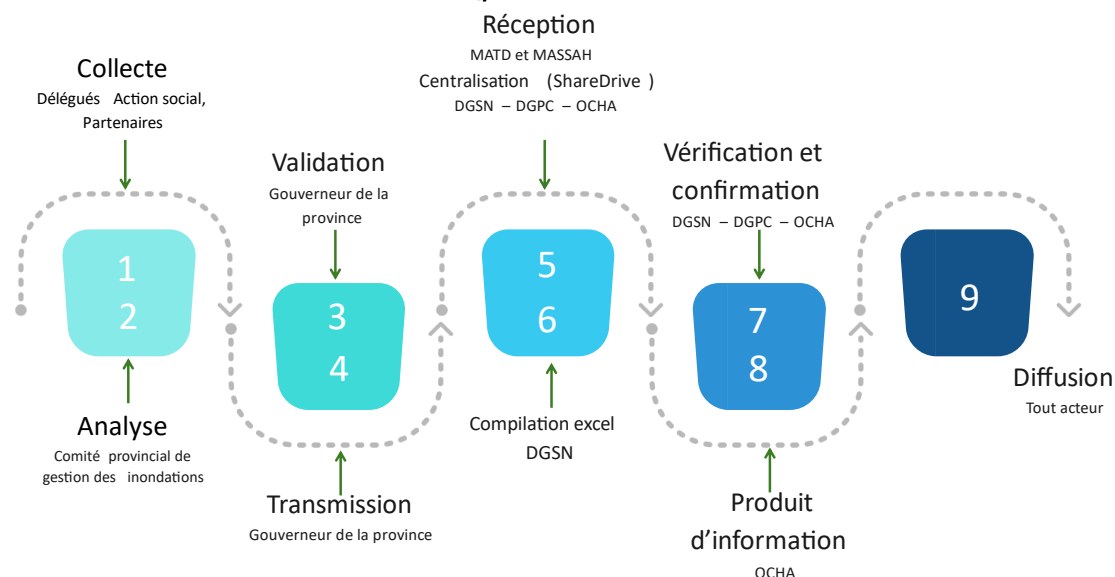
L'expérience réussie des partenaires de mis en œuvre du cadre l'Action Anticipatoire ayant permis d'atteindre les résultats escomptés se résument entre autre à:

- la sensibilisation préalable des autorités locales ,
- la bonne communication autour des ciblage des bénéficiaires ,
- la conscientisation des jeunes et des communautés afin d'être mieux préparés et plus résilients face aux prochaines inondations,
- la mise en place des comités techniques mis en lien avec les comités de veille dans le projet PGCRCCT du PNUD
- La disponibilité préalable des documents administratifs et programmatiques
- la mise en place au préalable des accords de partage des données avant le déclenchement afin de faciliter le partage des données.

Aperçu des mécanismes de Gestion des inondations 2024



TRANSMISSION / REMONTÉE DE L'INFORMATION PROCESSUS DE COLLECTE, D'ANALYSE ET DE VALIDATION



3. Des travaux de groupe suivis de leur restitution

Après les présentations en plénière, les participants, ont été repartis en groupe pour identifier les forces, faiblesses de la réponse apportée aux inondations de 2024 et formuler des recommandations lesquelles serviront de base pour élaborer une feuille de route à la réponse en cas d'occurrence d'inondation. Voir la synthèse des résultats des différents travaux des groupes ci-dessous).

- **Thème 1 : Préparation | alertes | mobilisation initiale**
- **Thème 2 : Coordination | Gestion de l'information | Communication**
- **Thème 3 : Financement et Réponse.**
- **Thème 4 : Stratégie de paquet de retour-relèvement des populations sinistre**

Thème 1 : Préparation | Alerte | Mobilisation initiale

ATOUPS /FORCES	FAIBLESSES /DOMAINES A AMELIORER	Domaines à améliorer	OBSERVATIONS
1. Appui des différents partenaires aux sinistrés	Le manque de communication entre les différents acteurs	Anticiper à l'identification des zones inondables puis ciblage et enregistrement des personnes qui sont susceptibles d'être affectés	
2. Mise à disposition par l'ANAM des résultats des prévisions saisonnières des pluies en fin avril ou début mai	Identification des ménages qui seront affectés par les inondations	Manque des sites pour abriter les sinistrés dans certaines provinces	
3. Mise en place des plans de contingence	Manque des alertes pour le déclenchement	Renforcement des capacités des agents sur le terrain	
4. Participation des partenaires dans l'élaboration des plans de contingences	Manque d'une structure pour donner les alertes	Opérationnalisation des centres d'urgence	
5. La contribution des	Manque des données	Généralisé le Registre social	Infiltration des non

génies militaires dans la préparation	fiables par provinces	unifié (RSU) sur l'ensemble du pays	sinistrés
6. Acquisition des expériences sur le terrain	Manque de coordination		
7. Disponibilité des stocks de contingence des partenaires avant la survenue de l'évènement			
8. Existence du SISAAP			
9. Disponibilité des anciens sites			

LEÇONS APPRIES	RECOMMANDATIONS	OBSERVATIONS
1. Les habitants des zones inondables étaient surpris de la montée soudaine des eaux fluviales par manque de communication	Création d'une plateforme en ligne en collaboration avec l'ANAM pour alerter la population en cas d'inondation	
2. Entêtement de la population des zones inondables à quitter tôt les lieux malgré les alertes	Anticiper dans la mise sur pied de l'Arrêté portant création du comité de gestion des inondations ou rendre pérenniser la création de ce comité. anticiper la mise en place de la coordination de gestion des conséquence des inondations	
3. Refus des sinistrés de rejoindre leur foyer à la fin des inondations	Les moyens adéquats pour le comité de gestion d'inondation	
4. Manque d'harmonisation de mécanisme d'enregistrement des sinistrés qui devrait de faire de manière unique pour éviter d'avoir des données différentes	Activer les réunions hebdomadaires des coordinations et de comité de gestions des inondations	
Kits ou des cash pour réparer les maisons avant le retour des personnes affectées	Installer les capteurs environnementaux dans les sites inondables pour envoyer les signaux d'alerte	
	Mener des campagnes de sensibilisation pour prévenir la population des zones inondables	
	Capitaliser les données des inondations des années précédentes	
	Mettre en place un centre de veille pour la coordination des alertes.	

Thème 2

Coordination | Gestion de l'information | Communication

ATOUS /FORCES	FAIBLESSES /DOMAINES A AMELIORER	OBSERVATIONS
Un ministère (MASSAH), des institutions et des organes en charge de gestion des catastrophes existent	Faible coordination sur le plan technique (doublons dans les réponses) et politique (négligence des alertes de L'ANAM)	Définir les rôles et responsabilités afin d'éviter les conflits de compétence,
Existence d'une loi d'assistance et de protection	-Non-application et respect de la loi 12, -Absence d'un décret d'application de la loi.	-Respecter les dispositions de la loi 012/PT/2023 portant protection et assistance aux personnes déplacées internes. -Valider la stratégie de

		gestion de risque et catastrophes et son plan d'action. -Adopter le décret d'application
Volonté politique de mettre en place un centre opérationnel de gestion des urgences	Non formalisation d'un centre opérationnel de gestion des urgences	-Mettre en place un centre de gestion de catastrophes sur le plan central avec des cellule dans les provinces pour une meilleure coordination entre les partenaires et les ministères sectoriels.
Existence de plusieurs plans nationaux de gestion de catastrophes	Absence d'un plan d'organisation de secours (ORSEC)	Mettre sur pied un ORSEC
Existence d'un système d'alerte précoce et des plates formes d'échanges d'information et des données	-Rupture dans la chaîne de communication des prévisions météorologique. -Résistance culturel et politique aux prévisions météorologiques.	-Utiliser les divers canaux de communication en temps réel dans les langues locales pour atteindre la population. -Harmoniser des données.
Leadership du gouvernement affirmé	-Insuffisance dans l'harmonisation des outils d'évaluation ; de ciblage, et de la définition des priorités	-harmoniser et définir clairement une méthodologie et des critères de ciblage pour chaque catastrophe.

LEÇONS APPRISES

LEÇONS APPRISES	RECOMMANDATIONS	OBSERVATIONS
Faible lien entre l'urgence, relèvement et solution durable	Accélérer le processus de la stratégie nationale pour les solutions durables	Impliquer les acteurs de développement
Insuffisance d'encadrement des gestionnaires des site	Renforcer la capacité des gestionnaires de sites.	
Manque de motivation des gestionnaires des sites	Prévoir des prises en charge des agents sur les sites	
Bon nombre des personnes affectées ne sont pas assistées	Identifier aussitôt les personnes affectées vulnérables qui ne sont pas sur les sites pour mieux les assister. Eviter de concentrer les assistances dans certains sites au détriment des autres	
Manque de base de données fiable des personnes affectées	Constituer une base de données numérique des personnes affectées	

Thème 3 REPONSE ET FINANCEMENT

ATOUS /FORCES	FAIBLESSES /DOMAINES A AMELIORER	OBSERVATIONS
La déclaration officielle de l'état d'urgence	Faible taux de financement dans les secteurs	Création des sites aux sinistrés dans toutes les provinces
Restructuration du Comité Nationale de prévention et Gestion des inondations	La non- prise en compte des prévisions météorologiques	
La réponse active de l'Etat aux sinistrés	Absence de stocks de contingence	
L'implication de Génies militaires dans tout le processus des inondations	Faible coordination des acteurs impliqués	Mobilisation des fonctionnaires de MASSAH

Coordination de tous les partenaires par OCHA pour appuyer les secteurs	Faible capacité dans l'analyse et le traitement des eaux	Mise en place des stations des bouts de vidange
Mobilisation des fonds par des partenaires techniques et financiers (PTF)	Faible Capacité des délégations provinciales	CERF ; logistique personnelle à financier
Activation de l'Action Anticipatoire à N'Djamena	Retard dans la mise en place des réponses	
	L'insuffisance de mesures préventives	

LEÇONS APPRISSES	RECOMMANDATIONS	OBSERVATIONS
Non anticipation de l'Etat sur la question des inondations	Faire la mise à jour du plan de réponse	Gestion des Inondations
Investir dans la formation des personnels locaux pour assurer l'autonomisation et renforcer les capacités de réponse des communautés	Prévoir un budget conséquent sur la question des inondations	
Développer des réseaux solides entre les divers acteurs impliqués dans l'assistance humanitaire pour partager les informations et les ressources	Introduire les prévisions météorologiques dans la gestion des inondations	
	L'Etat doit anticiper la réponse aux inondations	
	Prévoir un stock de contingence pour ravitailler les zones non accessibles, comme le cas de la période de soudure.	
	Approvisionnement des zones non accessible avant la saison	
	L'Etat doit coordonner la planification multisectorielle entre les clusters	

Thème 4

STRATEGIE DE PAQUET DE RETOUR-RELEVEMENT DES POPULATIONS SINISTRE

ATOUS /FORCES	FAIBLESSES /DOMAINES A AMELIORER	OBSERVATIONS
<ul style="list-style-type: none"> • Création du MASSAH et la disponibilité des Acteurs Humanitaires/ • Mobilisation des Artistes 	<ul style="list-style-type: none"> -Arrêt des activités brusques (Pas de coordination dans la fermeture des sites) ; -Fermeture forcée des sites (Koundoul) -Enregistrement disparate, -Organisation des réunions de départ des sites, 	
<ul style="list-style-type: none"> • Planifications/Capacités de la communauté 	<ul style="list-style-type: none"> -Manque des analyses des causes de départ et de retour ; -Amélioration de la collaboration avec la communauté ; -Pas de suivi des leçons apprises des inondations de 2022 ; 	

	-Manques des informations sur les sites inondés ; -Cartographie des sites de départ avant les retours ; -Concentration de la réponse à N'Djamena (Que dans certain site)	
<ul style="list-style-type: none"> • Possibilité de faire du Cash • Formation en AGR des sinistrés (Exemple : site Basilique) 	Faiblesse des enregistrements/Coordonnée les enregistrement et implication des autorités communautaires.	Implication dans la Coordination des autorités administratives et communales/implication des leaders
<ul style="list-style-type: none"> • Existence des digues • Disponibilité du Génie Militaire 	Manque des aménagements des berges et cartographie des zones inondables, Insuffisances des infrastructures de drainage des eaux ;	Collaboration des acteurs, Réalisation des Infrastructures d'assainissement ; Prise en compte des zones insulaires dans la lutte contre les inondations.

LEÇONS APPRISSES	RECOMMANDATIONS	OBSERVATIONS
<ul style="list-style-type: none"> • La remontée des données des 23 provinces vers N'Djamena 	Capitaliser les leçons apprises dans le processus de collecte des données pour une amélioration future	
<ul style="list-style-type: none"> • Synergie d'action des acteurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser les fermetures officielles des sites, -La sécurisation des sites (Force de sécurité) -Sensibilisation des sinistrés à l'accueil sur le départ ; -Vulgariser la date ; -Sensibiliser les sinistrés sur la protection des infrastructures des sites -Budgétiser le retour dans le plan de contingence, -Mécanisme de suivi. -Préparation de tous les acteurs sur le départ ; -Analyser les lieux de retour. 	Implications des acteurs de Développement
<ul style="list-style-type: none"> • Financement des activités, planifications des sites 	Identifier les financements au niveau local (Ne pas oublier les zones insulaires) ;	
<ul style="list-style-type: none"> • Réceptions des dons divers 	Adopter une approche proactive	
<ul style="list-style-type: none"> • Les digues ont protégé les quartiers 	Prolongés le linéaire des digues ; Accentuer la prévention et la réduction des risques ; Interdire l'occupation des zones à risques Promouvoir la préservation des réservoirs naturel d'absorption des eaux ;	Orienter les actions vers le développement,
<ul style="list-style-type: none"> • Les écoles ne doivent pas servir de site d'accueil 	Préparé des sites d'accueil	
<ul style="list-style-type: none"> • Une bonne préparation à tous les niveaux (Gvt, Acteurs Humanitaire, la Communauté) 	Formations, Préparation aux urgences, le plan de contingence (qui doit inclure la stratégie de sortie) Stocks des contingences y compris des fonds, Simulation au niveau Provincial ; Mettre en place un comité de suivi des recommandations de cet atelier ;	La volonté politique Redynamisation des structures provinciales (CRA, CDA et CLA) ; A considérer la baisse de financement en 2025 dans la planification

<ul style="list-style-type: none"> • Autofinancement (Cotisation) a été salubre 	Encourager et sensibiliser la cotisation communautaire pour la réponse aux urgences.	
---	--	--

4. Synthèse de l'enquête de perception de la réponse aux inondations

Trois types de fiches avaient été administrées : Acteurs humanitaires, Leaders Communautaires et Gestionnaires de sites.

Au total 43 personnes ont été enregistrées :

- 24 Acteurs humanitaires ;
- 8 gestionnaires de sites ;
- 11 leaders communautaires)

Méthodologie : Mise en ligne via les clusters, les délégations et les structures étatiques impliquées dans la gestion des inondations

L'objectif de l'enquête était de recueillir de façon holistique et concertée les recommandations nécessaires à une bonne gestion d'éventuelles crises et capitaliser les bonnes pratiques En résumé de cette enquête il convient de retenir :

- L'importance de l'anticipation à travers la mise en place ou dynamisation d'un cadre de concertation intégré (dev-huma)
- Nécessité de renforcer les capacités des ressources humaines et financières dans la gestion des inondations
- Poursuivre l'implication des acteurs locaux dans les réponses apportées
- Orienter l'assistance vers le renforcement des moyens de subsistance
- Améliorer le financement des ONG nationales dans la réponse
- Renforcer la redevabilité aussi bien à l'égard des personnes affectées que des décideurs
- Renforcer la synergie d'action entre les acteurs d'intervention

5. Des principales recommandations

Renforcer la capacité des ressources humaines et matériels à travers l'installation, les capteurs environnementaux dans les sites inondables pour envoyer les signaux d'alerte, le Pré positionnement à temps des kits d'urgence, la révision des outils de planification de gestion des inondations, la formation des acteurs locaux de gestion de crise dans la coordination et la conduite de la réponse

Améliorer la coordination des interventions à travers le pilotage et la planification en rendant effectif le fonctionnement du centre opérationnel de gestion des catastrophes, en opérationnalisant une base de données intégrée de gestion des inondations, en développant des réseaux solides entre les divers acteurs impliqués et en mettant en œuvre le plan de communication

Accroître les ressources allouées au fond de solidarité nationale et de soutien aux couches vulnérables pour une réponse adéquate et suffisante aux besoins exprimés en prenant en compte les prévisions météorologiques dans les programmations budgétaires et mettant en place un système adéquat de suivi des financements et réponses aux inondations

Capitaliser les leçons apprises puis en assurer une large diffusion auprès des acteurs concernés cela en vue d'atténuer l'impact des risques liées aux inondations et harmoniser les pratiques pour le retour des populations affectées et définir les modalités de sécurisation des infrastructures réalisées

6. Prochaines étapes

- Mise en place d'un comité d'élaboration de la feuille de route et de suivi des recommandations
- Révision du plan de contingences inondation
- Elaboration de la stratégie de retour et de relèvement précoce